

■ Politique

# “Un nouveau parti de

► Face à l'austérité ambiante, à laquelle participent les partis de gauche traditionnels, le leader de la CNE (CSC) réclame une force politique radicale.

► Avec le PTB et les déçus du PS, d'Ecolo et – qui sait ? – du CDH.

**I**l faut qu'émerge rapidement une force politique de gauche, suffisamment radicale pour affronter les dogmes néolibéraux et qui ait l'ambition de peser sur le cours des choses et de quitter la sphère protestataire.” Celui qui s'exprime ainsi n'est pas un quidam, c'est Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la Centrale nationale des employés (CNE), une centrale qui compte au sein de la CSC, dans une interview publiée sur le site LCR-La Gauche (Ligue communiste révolutionnaire). Constatant que “le Parti socialiste n'est pas aujourd'hui la force politique qui veut et qui peut aider les travailleurs qui ont besoin d'une rupture avec l'austérité”, le leader de la CNE estime qu'il faut “soit une force politique nouvelle qui puisse faire ce travail, soit qui puisse faire comprendre au PS que les com-

promissions avec le libéralisme ne sont pas une solution.”

Six mois après l'appel lancé le 1<sup>er</sup> mai par la FGTB Charleroi (la seconde plus importante régionale du syndicat socialiste) à se détourner du PS et à constituer un mouvement politique à sa gauche, la tache d'huile s'étend donc au syndicat chrétien. “Aujourd'hui, les intérêts de 85 % de la population (en matière de salaires, de défense des services publics...) ne sont plus défendus par une force politique, nous explique Felipe Van Keirsbilck. 85 % de la population est orpheline. C'est triste.”

Une nouvelle force politique de gauche doit dès lors émerger pour les représenter. Et sans traîner. “On n'a pas quinze ans”, prévient le responsable syndical.

Ceci posé, encore faut-il savoir qui endossera ce rôle, qui se lancera dans la construction de ce parti. Sur ce point, la CNE diverge de la FGTB Charleroi. A la Fête du travail, le Carolo Daniel Piron imaginait la création d'une force politique à gauche du PS et d'Ecolo, indépendante du syndicat mais qui en aurait les faveurs, après un travail commun sur son programme. M. Piron confirme d'ailleurs aujourd'hui qu'il va prochainement lancer une initiative, mais ne veut pas encore en dévoiler les grandes lignes. De son côté, Felipe Van Keirsbilck juge que

## “L'espace pour un nouveau parti de la gauche radicale

► “Le PTB ne va pas se fondre dans un projet plus large”, affirme P. Delwit. “Et le rassem-

Entretien Laurent Gérard

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, remet l'appel de la CNE dans son contexte.

Après l'appel de la FGTB-Charleroi, le 1<sup>er</sup> mai, voici celui de la CNE. La gauche traditionnelle est malmenée...

La situation économique et la structure de décision en Belgique et en Europe sont difficiles pour le monde syndical. Des responsables en appellent donc à une réaction plus dure par rapport au *mainstream* qui prône l'austérité pour résoudre la crise de la dette. Ce courant trouve des traductions politiques, comme aux présidentielles françaises, où pour la première fois depuis longtemps un candidat de la gauche radicale a fait plus de 10 % des voix, ou de manière encore plus nette aux élections en Grèce, où Syriza a atteint 25 %. Mais ce n'est pas généralisé. Il n'y a pas spécialement une montée de la gauche radicale en Europe. D'ailleurs, chez de nombreux responsables syndicaux, coexistent deux dimensions: d'une part, la critique radicale; d'autre part, la volonté de sauver ce qui peut l'être.

En soutenant la création d'une nouvelle force politique, ces syndicats compromettent-ils leur indépendance?

Oui et non. En Belgique, les syndicats sont indépendants, mais on connaît leur relation historique à certaines forces politiques. La vraie question est double: 1° dans le monde syndical, cette aspiration dépasse-t-elle un certain nombre de personnes, et surtout de leaders syndicaux francophones? D'autre part, y a-t-il un espace pour un nouveau parti de la gauche radicale? Historiquement le poids de la gauche radicale n'a jamais été excep-

tionnel en Belgique: le sommet date des élections de 1946, avec 12,5 % des voix. Or, il y a déjà le PTB et son aile flamande le PVDA. A Liège, il y a Vega. Du côté flamand, il y a Rood, dissidence du SP.A. Et aux communales, il y avait aussi Gauches communales, qui regroupe des petits partis trotskystes. Dès lors, peut-on créer quelque chose de nouveau? Et cette création, du point de vue syndical, peut-elle apporter une situation meilleure qu'aujourd'hui? L'espace ne paraît pas extraordinaire. Et la vraie question doit se poser du côté flamand, car c'est là que le bât blesse. Existe-t-il aujourd'hui, en Flandre, des forces suffisamment à gauche, face aux propositions de restructuration du marché du travail, de budget, de saut d'index, etc.?

Vous semblez plutôt pessimistes quant aux chances de réussite d'un tel projet?

On a vu aux communales et aux provinciales qu'il y a désormais, pour une partie de l'opinion, un comportement qui amène un vote pour la gauche radicale. A Anvers, si vous cumulez les scores du PTB et de Rood, on arrive à 9 %. A Liège, avec PTB et Vega, on est à 10 %. Ce n'est pas anodin. En même temps, un nouveau parti peut-il avoir un espace à côté de ces partis, ou bien y a-t-il le moyen de fusionner le tout dans une seule organisation? La question est ouverte pour Rood, Vega, le Mouvement des Gauches, mais pas pour le PTB. Le PTB ne va pas se fondre aujourd'hui dans un projet plus large. Après ce qu'il juge comme un succès électoral, il va essayer de confirmer aux régionales et fédérales.

Raoul Hedebouw semble ouvert à un élargissement.

Il est évidemment ouvert à ce que des gens vien-



Felipe Van Keirsbilck (CNE-CSC): “Les travailleurs ont besoin d'une rupture avec l'austérité.”



Daniel Piron (FGTB Charleroi): “Constituer une force de gauche qui pourrait être le relais de notre position.”



Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB: “Nous devons apprendre à nous parler, dans la gauche.”

Copie destinée à Valerie.Bombaerts@ulb.ac.be

JOHANNA DE TESSIERES

JEAN LUC FLEMAL

CHRISTOPHE BORTELS

# gauche doit émerger”

## Réaction

Pour le PTB, “l’élargissement est une piste à suivre”

ni lui ni aucun responsable de la CNE ne peut s’impliquer dans la construction d’une telle force politique. “Nous n’allons pas le faire nous-mêmes, parce que nous sommes responsables avant tout de maintenir l’indépendance de notre organisation syndicale.” Et d’ajouter: “Nous pensons qu’il ne manque pas, aujourd’hui, d’hommes et de femmes avec des compétences politiques, avec des idées et du courage, qui soient capables de porter un tel projet.”

Cela ne nous dit toujours pas qui porterait concrètement cette nouvelle force. Doit-elle se baser, par exemple, sur le PTB, le parti du travail, qui vient de recueillir de jolis succès aux élections communales? “Le PTB représente aujourd’hui quelque chose. Saluons-le. Mais il n’a pas fait bouger le centre de gravité non plus. Je crois que, pour la richesse du pluralisme et pour les besoins d’une réponse rapide à la crise européenne, l’option d’une coalition dans laquelle le PTB

**“Ce sera peut-être un coup dans l’eau, mais cela va alimenter une demande sociale qui pourra peut-être, un jour, trouver une expression politique.”**

pourrait jouer un rôle aux côtés d’autres acteurs me semble assez réjouissante.” Et qui seraient ces autres? Des éventuels déçus des partis de gauche traditionnels? “Il se pourrait qu’au sein du PS, d’Ecolo, voire même du CDH – qui sait? – un certain nombre de contre-performances politiques (pas uniquement de mauvais résultats électoraux, mais aussi les mauvais résultats des politiques néolibérales auxquelles ces partis collaborent de fait) commencent à peser et que certains membres de ces partis traditionnels disent: ‘Maintenant, merde, ça suffit!’”, confiait M. Van Keirsbilck à LCR-La Gauche.

Ceci dit, cet appel du pied aux déçus des partis traditionnels de gauche ressemble davantage à un vœu pieux qu’à un véritable espoir. Le secrétaire général de la CNE sait quel est le poids des partis dans la politique belge et ne voit pas, jusqu’ici, de défections majeures dans ces formations. “Mais je lance l’appel, nous dit-il. La politique, c’est aussi l’imprévu. Faire ce constat et dire, comme Daniel Piron, qu’il y a un problème, c’est déjà quelque chose. Il y a un an, on n’aurait pas entendu un tel appel. Aujourd’hui, cet appel est pressé. Il y a urgence. Ce sera peut-être un coup dans l’eau, mais cela va à tout le moins alimenter une demande sociale, qui pourra peut-être, un jour, trouver une expression politique.”

L. G.

Le PTB, concerné au premier chef, ne rejette pas l’appel du leader de la Centrale nationale des employés. Au contraire. Raoul Hedebouw, son porte-parole: “L’histoire montre que l’addition de gauches dites radicales, de partis qui existent déjà, ne fonctionne pas. Par contre, un élargissement est une piste à suivre, comme cela s’est fait dans d’autres pays (France, Allemagne,...). Evidemment, en Belgique, il n’y a pas un Mélenchon, qui a quitté le PS français avec toute une équipe. Il y a bien Bernard Wesphael qui a quitté Ecolo, mais on ne peut pas dire qu’il représente une tendance chez Ecolo. Ceci dit, on lui a tendu la main, mais il semble vouloir faire cavalier seul, pour l’instant. Cela va peut-être changer.”

Et où en est-on dans les relations entre PTB d’une part, PS et Ecolo de l’autre? “Nous avons augmenté nos contacts avec Ecolo et le PS, de même qu’avec les syndicats, poursuit Raoul Hedebouw. Nous devons apprendre à nous parler, dans la gauche.”

A court terme, le PTB semble toutefois davantage croire à des alliances avec les mouvements sociaux et surtout syndicaux, qu’avec des exilés de partis de gauche traditionnels.

“Des députés du Parti socialiste vont-ils en avoir marre et claquer la porte? Je ne sais pas. Mais on ne va pas les attendre. Pour l’instant, la sauce prend côté syndical, croisons les doigts pour que ça prenne côté politique.”

L. G.

## n’est pas extraordinaire”

blement sous l’étiquette PTB ne se fera pas.”

nent sur une liste PTB, comme aux communales à Liège, où la liste était ouverte à des indépendants et des communistes. Mais je suis convaincu à 99% que le PTB n’est pas prêt à participer à un cartel électoral où il ne se présenterait pas sur son nom. Or, les appels de la FGTB Charleroi ou de la CNE se font dans une logique d’union des gauches, mais certainement pas sous le label PTB, qui pourrait d’ailleurs poser problème au monde syndical. Le rassemblement sous l’étiquette PTB ne se fera pas.

**Ces appels doivent-ils inquiéter PS et Ecolo? Les forcer à remettre en question la participation à un gouvernement?**

Oui, mais il faut nuancer: 1° le PTB s’est développé à certains endroits sans qu’il y ait de tassement du PS. C’est le cas à Liège. C’est donc un acteur qui pose problème au PS, et à Ecolo, mais pas partout; 2° le PS peut soit choisir d’aller dans l’opposition, au prix de ce qui a pu se passer sous Martens/Gol par exemple, avec trois sauts d’index (1981-1985); soit essayer de limiter les dégâts, au risque d’être attaqué à gauche hors du gouvernement. C’est à lui de voir jusqu’où il peut aller au gouvernement, quitte, à un moment donné, à en sortir.

**Sentez-vous poindre des défections chez Ecolo ou au PS, de la part de déçus qui rejoindraient alors les radicaux?**

Parmi les électeurs, oui. Mais parmi les élus, je suis plus dubitatif. Le recrutement du PTB consiste surtout à transformer de simples électeurs en sympathisants en leur donnant une carte de parti. Peuvent-ils accueillir, en masse, des militants qui ont une culture PS? Je ne le crois pas. Il y a une fidélité profonde, pas toujours rationnelle, au PS. L’entamer sera très difficile.

## Repères

### Nombreuses tentatives, toujours vaines

Des appels pour la création d’un parti à la gauche du PS ou au rassemblement des forces “progressistes”, il y en a déjà eu quelques-uns dans l’histoire. Certains d’entre eux ont même abouti. Il y a notamment la création en 1985 de Solidarité et Participation (SEP), un parti politique fondé par des militants du mouvement ouvrier chrétien. L’expérience fut cependant de courte durée. Les élections fédérales de 1985 se soldent par un échec cuisant qui décourage d’emblée ses fondateurs. Dix ans plus tard, on pointera l’expérience Gauches unies regroupant des communistes, des verts, des membres du POS. Mais la liste ne récolte que 1,61% en 1994. On pourrait citer également la tentative désespérée de l’ancien délégué principal des Forges de Clabecq, Roberto D’Orazio, qui n’a pas réussi à séduire plus de 2% des électeurs aux élections européennes de 1999 avec son parti “Debout”. D’autres initiatives plus locales ont été lancées. Mais elles n’ont pas eu plus de succès. Et ce n’est pas vraiment une surprise: depuis la Seconde Guerre, la gauche radicale n’a cessé de se réduire sur le plan électoral. Beaucoup de syndicalistes et de gens de gauche disent être résignés, estimant qu’il n’y a pas de place pour un cinquième parti politique en Wallonie. Mais il reste des idéalistes. V.R.

“Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l’autorisation de l’Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l’objet d’une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse [info@copiepresse.be](mailto:info@copiepresse.be)”